



Annette Lohmann

Qui sont les Maîtres du Sahara?

Vieux Conflits, Nouvelles Menaces: Le Mali et le Sahara Central entre les Touaregs, Al Qaeda et le Crime Organisé

Annette Lohmann

**Qui sont les Maîtres du Sahara?
Vieux Conflits, Nouvelles
Menaces: Le Mali et le Sahara
Central entre les Touaregs,
Al Qaeda et le Crime Organisé**

L'auteur:

Annette Lohmann est directrice du Bureau de Friedrich-Ebert-Stiftung à Bamako, Mali. Auparavant, elle a travaillé pour Friedrich-Ebert-Stiftung à Bonn et à Berlin d'abord en tant que représentante de la FES dans le Groupe de Travail sur le Développement et la Paix (FriEnt) au Ministère Fédéral de la Coopération Economique et du Développement. Ensuite au Département Moyen-Orient et Afrique du Nord avec pour centre d'intérêt le conflit israélo-palestinien. Elle est titulaire d'un Master of Arts de la Freie Universität de Berlin.

Imprint

Published by:
Friedrich-Ebert-Stiftung, Regional Office Abuja,
12 Marrakesh Street, Wuse II, Abuja, Nigeria

Tel +234 (0)9-4137977
abuja@fes-westafrica.org
www.fes-westafrica.org/abuja

Coordinator:

Sebastian Sperling

First impression in June 2011

Layout by Samson Nnah, samoskill@yahoo.com
Printed in Abuja

Printed by Single Vision Limited, Abuja, Nigeria
07032105185, 08050371359

© Copyright with Friedrich-Ebert-Stiftung

ISBN 978-978-915-489-0

Table des matières

Liste des Acronymes	4
Résumé	5
Introduction	5
I. Les Problèmes actuels et leurs origines historiques	6
Un vieux conflit avec un impact nouveau: La question non résolue du Sahara occidental.....	6
Un conflit encore plus vieux avec un impact prolongé : Les Touaregs et l'accord de paix.....	6
Lutte pour la domination entre l'Algérie et la Libye.....	7
Des mouvements islamistes fondamentalistes en Algérie à l'AQMI.....	8
II. Une nouvelle dimension – Entrée en jeu de Al Qaeda International	9
La propagation d'AQMI dans la région.....	10
Le Mali paie pour la non résolution de la question d'AQMI.....	11
Pas de soutien à AQMI au Mali jusqu'à présent.....	11
III. Engagement accru des acteurs internationaux: quête des ressources naturelles ?	12
IV. Nouvelles approches du Gouvernement malien	12
Soutien inattendu : Touaregs contre AQMI ?.....	13
Nécessité: Développement économique et politique.....	14
V. Coopération régionale: Une intention partagée?	15
VI. Un problème d'une plus grande ampleur: Approches des acteurs multilatéraux	16
Approche de la CEDEAO.....	16
Approche de l'Union Africaine.....	18
Approche de l'Union Européenne.....	18
Approche des Nations Unies.....	19
VII. Recommandations	20
Bibliographie.....	20

Liste des Acronymes

ACSRT - African Center for Studies and Research on Terrorism (Centre Africain d'Etudes et de Recherche sur le Terrorisme)

AFRICOM – United States Africa Command (Commandement des Etats-Unis en Afrique)

APSA - African Peace and Security Architecture (Dispositif Africain de Paix et de Sécurité)

AQMI - Al Qaida au Maghreb Islamique

ATT - Amadou Toumani Touré

CCT – Comité contre le Terrorisme

CEDEAO – Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

COS – Centre d'Observation et de Suivi

CPCC – Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO

DECT – Direction Exécutive du Contre Terrorisme

ECOWARN – Réseau d'Alerte Précoce et de Réponse de la CEDEAO

FED – Fonds Européen de Développement

FIS - Front Islamique du Salut

GIA - Groupe Islamique Armé

GSPC - Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat

INCB – Conseil International de Lutte contre les Stupéfiants

ONU – Organisation des Nations Unies

OUA - Organisation de l'Unité Africaine

PEV – Politique Européenne de Voisinage

PSI – Initiative pan-Sahel

PSPSDN - Programme spécial pour la paix, la sécurité et le développement dans le nord du Mali

R2P – Responsabilité de Protéger

TSCTP - Programme Transsaharien contre le Terrorisme

UA – Union Africaine

UE – Union Européenne

UMA - Union au Maghreb Arabe

UNODC – Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime

UNOWA – Office des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest

UPM - Union pour la Méditerranée

USAID – Agence des Etats-Unis pour le Développement International

WANSIED – Réseau Ouest-africain pour la Sécurité et la Gouvernance Démocratique

Résumé

Les conflits qui secouent le Nord du Mali et la région du Sahara central deviennent de plus en plus complexes. Par le passé, la région a été la plaque tournante d'activités commerciales illégales comme le trafic de drogue, des armes et des personnes de l'Afrique de l'Ouest et du Nord vers l'Europe. En raison de sa grande superficie et de son hostilité, aucun des Etats voisins du Sahara central n'est en mesure de contrôler la totalité de son territoire. Cet état de fait a créé une zone de non loi et sans maintien de l'ordre, ce qui a rendu le Sahara central attractif pour les terroristes. Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI) s'est propagé non seulement en Afrique du Nord mais aussi en Afrique de l'Ouest au cours de ces dernières années. Un problème auparavant algérien est devenu le problème de toute une région. AQMI déstabilise la région, tant du point de vue de la sécurité que du point de vue politique. Ces développements frappent le Mali de plein fouet en raison de ses faiblesses particulières.

Par exemple, le Mali est toujours en train de résoudre le vieux conflit Touareg. L'installation d'unités Touaregs spéciales au sein de l'armée malienne est un signe positif qui témoigne de la mise en œuvre de l'accord de paix de 2006.

En outre, l'Etat malien a encore un autre front auquel s'attaquer: il s'agit de sa déstabilisation du fait des crimes organisés (trafic de drogues et d'armes) et de la corruption endémique. En fait, les limites entre le crime organisé et le terrorisme deviennent de plus en plus floues et cela constitue une menace à la stabilité de l'Etat malien.

Pendant que certains experts supposent que le gouvernement malien n'a pas la volonté politique véritable de prendre des mesures et de ce fait continue avec sa politique officieuse d'immobilisme, il y a des signes d'une possibilité de changement de politique en raison de la pression croissante des Etats-Unis et de la France. Dans le même temps, la nouvelle stratégie de stimulation du développement politique et économique des régions septentrionales est un pas positif car AQMI ne saurait être combattu que par la force militaire. Ce programme gouvernemental est aussi utile dans la mise

en œuvre de l'accord de paix.

L'émergence d'AQMI a distrait l'attention de la communauté internationale : le centre d'attention est maintenant presque exclusivement sur le mouvement terroriste. Cependant, pour comprendre la complexité de la situation de conflit au nord du Mali et au Sahara central et formuler des réponses adéquates, tous les aspects du conflit, tous les acteurs et problèmes doivent être pris en compte en raison de l'interrelation entre eux. Le conflit ne se résume pas seulement à l'émergence d'AQMI.

L'appui des nations occidentales s'est focalisé jusque-là sur le renforcement des capacités des forces de sécurité des pays du Sahara central, ce qui n'a pas permis de résoudre la situation complexe de sécurité. Seule une approche inclusive prenant en compte la complexité du système de conflit, et appuyée par des mécanismes régionaux et internationaux, permettra d'aboutir à une situation véritablement pacifique au Nord du Mali et dans le Sahara central.

Introduction

Le Sahara couvre plus de neuf millions de kilomètres carrés et est le désert chaud le plus vaste du monde. Il couvre une bonne partie de l'Algérie, du Tchad, de l'Égypte, de la Libye, du Mali, de la Mauritanie, du Maroc, du Niger, du Soudan et de la Tunisie. Le présent document se focalise sur la zone du Sahara central et les états les plus impliqués et touchés par les conflits. Il s'agit du Mali, de l'Algérie, de la Libye, de la Mauritanie, et du Niger et dans une moindre mesure du Maroc aussi. Depuis l'indépendance des états de la région du Sahara central, cette région a connu une agitation et très souvent des conflits violents. Quoique dans le débat le conflit soit connu sous le nom de "conflit du Sahel", ce document emploie délibérément le terme de "Sahara central" parce que c'est la description géographique et politique la plus précise étant donné que la bande du Sahel n'inclut pas le Maghreb. Pour une analyse plus inclusive, les pays du Maghreb doivent être pris en compte. En outre, il est important d'analyser la situation non pas exclusivement comme un conflit mais de comprendre qu'il s'agit d'un tableau complexe de conflits qui se chevauchent et s'aggravent d'eux-mêmes. Ces conflits ne sont pas nouveaux mais sont profondément ancrés dans des conflits plus vieux. Par conséquent, les histoires de ces conflits doivent être prises en compte dans l'analyse.

I. Les problèmes actuels et leurs origines historiques

Un vieux conflit avec un impact nouveau: La question non résolue du Sahara occidental

Le conflit autour du Sahara occidental entre le Maroc, qui a annexé le territoire, et l'Algérie, qui soutient le groupe rebelle Polisario, une organisation militaire et politique, a été un problème sérieux pour la coopération régionale. Le territoire du Sahara occidental est divisé en une grande partie à l'Ouest contrôlée par le Maroc et une partie orientale et méridionale plus petite contrôlée par le Polisario. Les rebelles exigent l'indépendance alors que le

Maroc soutient que le Sahara occidental fait partie de son territoire national. Des heurts entre l'armée marocaine et le Polisario montrent le caractère violent perpétuel de ce conflit, qui a commencé au milieu des années 1970. Puisque le Maroc considère l'Algérie comme faisant partie du problème, il refuse souvent de participer aux réunions régionales de haut niveau auxquelles l'Algérie prend part (et vice versa). Ceci sape la coopération régionale tant désirée dans la lutte contre les menaces d'aujourd'hui.

Un conflit encore plus vieux avec un impact prolongé: Les Touaregs et l'accord de paix

Le conflit Touareg n'est pas encore totalement résolu, ce qui affecte la complexité des conflits dans le Nord du Mali et dans la région du Sahara occidental.

Après l'indépendance du Mali en 1960, l'État a été très peu présent dans le Nord et n'a pas développé la région. Ce manque d'attention a développé un sentiment d'abandon chez la population du Nord y compris les Touaregs. En outre, la non acceptation du mode de vie nomade par l'État socialiste nouvellement créé, qui a causé la perte du pouvoir des chefs traditionnels, a attisé le conflit. La première rébellion de 1962 s'est soldée par une défaite cuisante des Touaregs. Par la suite, une administration militaire a été mise en place. L'État malien n'était représenté dans le Nord que par le personnel militaire avec pour mission claire d'empêcher l'éclatement de la violence.

Au début des années 1990, la pression s'est accentuée sur le régime dictatorial malien, ce qui a abouti au processus de démocratisation en 1991. Pendant ce temps, le Mali a connu l'éclatement de la seconde rébellion Touareg. L'État était accusé de n'avoir pratiquement rien fait pour les régions septentrionales. Après les négociations menées sous l'égide de l'Algérie, le premier accord de paix – *Accord de Tamanrasset* – a été signé en 1991. L'accord a appelé à un cessez-le-feu immédiat, à la suppression de certains postes militaires et à la création d'une commission pour mettre fin aux hostilités. L'État a pris l'engagement de passer à la décentralisation et d'assurer le développement du Nord. Le gouvernement de transition

qui a succédé au régime dictatorial en 1991 a poursuivi les négociations qui ont abouti au Pacte National de 1992, le second accord de paix. Cet accord a officiellement mis fin à la rébellion. Il prévoit aussi l'intégration des rebelles Touaregs dans l'armée malienne et dans la fonction publique ainsi que des projets pour ceux qui ne souhaitaient pas intégrer l'armée. En dépit de cet accord, les hostilités entre le gouvernement et certains groupes rebelles a continué. C'est seulement avec la "flamme de la paix" organisée en 1996 à Tombouctou que le conflit a officiellement pris fin. Les armes des rebelles ont été détruites au cours d'une cérémonie officielle.

Cependant, le conflit a encore resurgi en 2006. Il a commencé par la désertion de plusieurs anciens chefs Touaregs de l'armée malienne ainsi que l'attaque des postes militaires. Une fois encore, avec l'aide de l'Algérie, un accord de paix – l'Accord d'Alger – a été conclu quelques temps après. Cependant, cet accord a été fortement contesté par certains qui pensent qu'il n'est rien d'autre que la reproduction du Pacte National de 1992 qui n'a pas comblé les attentes et qui n'a pas fait long feu. L'Accord d'Alger a appelé au développement économique, social et culturel de la région septentrionale de Kidal ainsi qu'à l'intégration des rebelles Touaregs dans l'armée malienne, tout comme l'a demandé le Pacte National. En outre, le Pacte National tout comme l'Accord d'Alger a prévu le retrait de l'armée malienne du Nord.

Aujourd'hui l'Accord d'Alger est en cours de mise en œuvre même si le processus prend beaucoup de temps. La question de l'intégration des ex-rebelles dans l'armée conserve encore toute son importance. A la fin de décembre 2010, presque toute la structure du commandement de l'armée malienne dans le Nord a été remplacée en vue d'étendre et de renforcer les capacités de l'armée. Un officier de haut rang et ancien chef de la rébellion Touareg a été nommé responsable des unités spéciales touaregs, ce qui marque une étape importante dans la mise en œuvre de l'Accord de paix. Aussi le retour du dirigeant touareg bien connu Ibrahim Ag Bahanga, qui a passé les deux dernières années en exil en Libye pourrait-il être un signal fort à cet égard. Cependant, il reste à savoir s'il va changer sa position autrefois négative par rapport au processus de paix. La tension monte en

raison de menaces verbales de la part de certaines factions touaregs d'une nouvelle rébellion. Néanmoins, puisqu'il y aura des élections présidentielles et législatives au Mali en 2012, ceci peut être perçu comme une manœuvre tactique pour mieux se faire entendre.

Des progrès ont aussi été réalisés dans le domaine du développement économique – notamment en ce qui concerne l'appui aux jeunes dans le Nord. Cependant, beaucoup de choses restent à faire. Surtout, les questions de justice jusqu'à présent et le processus de réconciliation n'ont pas été abordées de manière adéquate.

La lutte pour la domination entre l'Algérie et la Libye

L'Algérie et la Libye ne voulaient pas que le conflit touareg s'étende à leurs populations touaregs qui sont mieux intégrées que ceux du Mali et du Niger. Par conséquent, l'Algérie et la Libye ont servi de médiateurs dans le conflit touareg, profitant de ce rôle pour mettre en exergue leurs ambitions de puissances régionales et rivaliser d'ardeur pour avoir de l'influence dans la région.

La Libye a été impliquée dans la politique malienne depuis longtemps. Par le passé, Kadhafi avait lancé un appel pour la création d'un Etat touareg qui, selon lui, s'étendrait de la Mauritanie en Iraq, essayant ainsi de contrôler la région. La Libye reste très engagée dans la politique malienne actuelle, dans l'économie et dans la vie religieuse et constitue un important partenaire dans les domaines de la coopération technique et financière. En vue de promouvoir sa coopération militaire, la Libye a ouvert un bureau spécial à cet effet dans la capitale malienne Bamako au début de l'année 2011. Après l'intervention en Libye, beaucoup de maliens – citoyens ordinaires et dirigeants politiques et culturels – ont ouvertement exprimé leur soutien à Kadhafi. Le gouvernement malien reste silencieux sur cette question, mais a nié toute implication dans le recrutement de mercenaires pour combattre en Libye. Comme il y a de fortes indications qu'AQMI a pu accéder à des arsenaux d'armes en Libye vers la fin du mois de mars, l'Algérie a mis ses troupes en état d'alerte à la frontière entre l'Algérie et la Libye.

Des Mouvements islamistes fondamentalistes en Algérie à AQMI

En Algérie, le Front Islamique du Salut (FIS) a été interdit en 1992 après le premier tour des élections législatives en raison des menaces qu'il représente pour le régime au pouvoir. L'interdiction a marqué le début de la guerre civile en Algérie. Le FIS s'est constitué en plusieurs groupes armés, principalement le Groupe Islamique Armé (GIA). Ce groupe est devenu l'un des divers mouvements islamistes engagés dans la poursuite et la restauration de leur version de l'Islam en Afrique du Nord. Son objectif était de renverser le gouvernement national laïc et de mettre sur pied un Etat islamique. Un groupe dissident du GIA, Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC), a émergé vers la fin des années 1990. Au début de 2007, le groupe s'est transformé et a donné naissance au groupe AQMI actuel. Avec son entreprise de trafic de drogues, d'armes et de prise d'otages, AQMI a contribué à l'internationalisation du conflit. Ainsi, l'attention internationale s'est presque exclusivement focalisée sur le mouvement.

La présente étude repose sur l'exploitation minutieuse de certaines sources primaires et secondaires, mais aussi sur les résultats des entretiens avec des experts sur les questions de sécurité. En raison du caractère sensible du sujet, nous nous gardons de publier toutes les sources. Je voudrais remercier sincèrement mes collègues de la FES pour leurs commentaires critiques. Je voudrais particulièrement remercier mes collègues de la FES Mali pour les innombrables et fructueuses discussions au cours de l'élaboration de cette étude.

II. Une nouvelle dimension – Al Qaeda International entre en jeu

Les medias utilisent souvent les étiquettes "Salafistes" (découlant du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat - GSPC) et "AQMI" comme synonymes, suggérant ainsi que l'AQMI est principalement un problème algérien. Quoiqu'il soit historiquement vrai que les prédécesseurs d'AQMI ont leurs origines en Algérie, AQMI lui-même n'a pas un programme qui se focalise prioritairement ou exclusivement sur l'Algérie : il s'est propagé dans la vaste zone du Sahara central.

AQMI a été jugé plutôt faible et isolé mais, il a réussi à s'intégrer dans les populations locales et à établir une coopération avec le gouvernement et les responsables de la sécurité ainsi qu'avec des trafiquants de drogues régionaux et autres organisations criminelles (Goïta : 2). Ainsi, il vise la déstabilisation de toute la région en vue de promouvoir ses intérêts économiques et politiques en "créant" l'insécurité.

Il y a plusieurs dirigeants connus qui semblent être à la tête de différentes ailes qui se combattent pour le leadership du mouvement. Il n'est donc pas certain que les actions et messages d'AQMI sont toujours approuvés par tous les membres puisqu'il n'est pas un groupe homogène. Il faut tenir compte du fait qu'AQMI n'est pas une organisation terroriste hiérarchisée au sens traditionnel. Ses branches ne sont pas entièrement sous le contrôle des quartiers généraux et la structure de commandement n'est pas toujours claire (Farrall 2011: 133).

Au cours de ces dernières années, le chef d'AQMI est Amir Abdelmalek Droudkel (aussi connu sous le nom Abou Moussab Abdel Wadoud). Il est originaire du Sud de l'Algérie et est à la base de l'émergence d'AQMI au début de 2007 (Tawil 2010: 14)¹. Droudkel nomme les chefs des différentes unités régionales. Le chef de l'unité de l'Ouest est Amir Mokhtar Belmokhtar, aussi originaire du Sud de l'Algérie et connu sous le nom de "Mister Malboro" en

raison de son rôle dans le trafic illégal des cigarettes. Il fut impliqué dans l'enlèvement et l'assassinat de deux Français au Niger. Il fut membre du GIA et du GSPC en Algérie. Belmokhtar contrôle environ 150 à 200 combattants. La lutte pour le contrôle des ressources découlant du trafic des marchandises et des prises d'otages sont devenues une question entre Droudkel et ses chefs d'unités qui luttent pour le pouvoir et le prestige.

Pendant longtemps, on ne pouvait pas savoir avec précision si AQMI avait des liens avec le réseau mère Al Qaeda encore moins la force de ces liens, le cas échéant. Beaucoup d'observateurs ont montré qu'AQMI est une organisation criminelle utilisant l'étiquette d'Al Qaeda pour leurs opérations, ce qui garantit l'attention de la communauté internationale. Cependant, un message vidéo de la part d'Oussama Ben Laden, approuvant l'enlèvement de cinq Français, un Togolais et un Malgache au Niger à l'automne 2010, ainsi que les exigences d'AQMI qui veulent que la France négocie directement avec Ben Laden, montrent que l'organisation essaie de montrer une apparence unifiée (Farrall 2011: 135) et qu'il y a en fait des liens avec les opérations internationales d'Al Qaeda. Les exigences d'AQMI ainsi que celles de Ben Laden dans plusieurs messages vidéo concernant le retrait des troupes françaises d'Afghanistan créent un nouveau lien avec le réseau international d'Al Qaeda et leurs exigences politiques, et ajoutent une nouvelle dimension très dangereuse. Cela est d'autant plus vrai que la mort de Ben Laden ne mettra pas fin aux opérations d'AQMI puisque l'organisation opère en toute indépendance. La mort de Ben Laden pourrait contribuer à une radicalisation et le recrutement de nouveaux membres.

Comme la France refuse officiellement de payer une rançon et ne veut pas se plier à cette exigence politique, elle fait recours à la force militaire pour libérer les otages français. Jusqu'à présent, ceci s'est toujours soldé par la mort des otages, et va très probablement contribuer à l'intensification du conflit en ce sens qu'il pourrait renforcer les éléments radicaux d'AQMI et encourager de nouveaux recrutements.

En fin février 2011, trois des otages pris au Niger à l'automne 2010, ont été relâchés très probablement à la suite du versement d'une rançon par leur employeur, la

1. Jusqu'en 2005, selon un rapport du Groupe International de Crise, le Sahel n'était pas un terrain fertile pour les activités terroriste. C'est seulement après 2005 qu'on a commencé à lier les événements comme les prises d'otage à AQMI.

société française AREVA. Les otages libérés sont le Togolais, le Malgache ainsi que la seule femme du groupe qui est atteinte d'une maladie grave. Les quatre autres otages français sont toujours en captivité. AQMI demande une rançon d'un montant de 90 millions d'Euros. Ainsi, AQMI se sert de l'attaque des intérêts occidentaux pour mener ses activités locales en exigeant des rançons pour financer ses opérations. Il ne faut cependant pas comprendre à travers ceci qu'ils abandonnent leur programme international au profit d'objectifs locaux (Farrall 2011: 135). L'enlèvement d'un touriste italien au Sud de l'Algérie au début du mois de février revendiqué par AQMI montre que l'industrie des enlèvements continue de prospérer dans la région.

La Propagation d'AQMI dans la région

AQMI ne se propage pas seulement à partir de son pays d'origine, l'Algérie, vers le Sahara central et principalement vers le Mali et le Niger – mais s'enracine aussi dans d'autres pays du Maghreb.

En début janvier 2011, 27 terroristes ont été arrêtés par les autorités marocaines dont un Marocain membre d'AQMI. Quoique la police marocaine ait arrêté par le passé les militants islamistes radicaux planifiant des attentats terroristes, c'est pour la première fois que les autorités marocaines ont trouvé un arsenal d'armes sur leur territoire. L'on soupçonnait les terroristes préparer des attentats contre les forces de sécurité marocaines tout en visant les étrangers au Maroc. Il est intéressant de noter que les armes ont été trouvées non loin du mur de défense séparant le Maroc des rebelles du Polisario. Auparavant, il y a eu des rapports faisant état de collaboration entre le Polisario et AQMI en ce qui concerne le trafic des marchandises et la prise d'otages.

La Mauritanie a été aussi affectée par les terroristes d'AQMI qui attaquent l'armée et enlèvent les étrangers occidentaux. Ainsi la Mauritanie s'est impliquée dans la lutte contre AQMI par son refus, par exemple, de négocier avec les ravisseurs et de libérer les terroristes arrêtés pour des échanges possibles. Elle a scellé un accord avec le Mali

sur les patrouilles anti-terroristes conjointes. C'est très probablement à cause de cette position très dure sur le terrorisme qu'AQMI a tenté d'assassiner le Président mauritanien en début février dans la capitale Nouakchott l'accusant d'avoir des relations trop étroites avec la France. La tentative a échoué, mais elle a montré comment les tensions monnaie et la situation a commencé à dégénérer. De toute évidence, deux des suspects ont fui vers le Sénégal qui jusqu'à présent n'a pas été impliqué dans le conflit avec AQMI mais pourrait servir de refuge pour AQMI à l'avenir.

La situation en Libye est plutôt unique après le début de la lutte et de l'intervention militaire pour imposer une zone d'exclusion aérienne. Tout au début de février 2011, AQMI a exprimé son soutien aux rebelles et à leurs "exigences légitimes". Très peu de temps après, Al Qaeda a appelé à soutenir la rébellion en Libye. Ceci ne surprend guère puisque Al Qaeda n'est pas en bon terme avec Kadhafi parce qu'il a ordonné la tentative d'assassinat de Ben Laden. Que Kadhafi soutienne que les rebelles luttent pour Al Qaeda n'est pas nécessairement de la propagande mais cela peut être vu comme des craintes légitimes. Cependant, les rebelles se sont clairement dissociés d'Al Qaeda.

On estime les ressources financières d'AQMI à environ 100 millions de Dollars US sur la base de ses recettes issues du trafic de la drogue, de prise d'otages et autres opérations. Selon les observateurs AQMI soit à la "phase de collecte d'argent", il peut commencer à utiliser ces revenus pour d'autres attentats terroristes. On outre, on indique fortement le bien qu'AQMI a eu accès à des arsenaux d'armes en Libye². Ces armes sont supposées être transportées dans la région du Sahara central, y compris le Mali. Le flux continu de revenus et l'accès à de nouvelles armes sont susceptibles de conduire au renforcement d'AQMI et à un changement majeur de la situation de sécurité au Sahara central. Un premier indicateur est la dernière mise en garde faite par la France en avril 2011

2. Il n'est pas probable que les rebelles ont passé les armes à AQMI. Probablement, en raison de la situation confuse, beaucoup de personnes et de groupes différents, y compris ceux qui ne sont pas proche des rebelles, ont certainement eu accès.

relative aux voyages. Cette mise en garde ne concerne pas seulement les voyages dans quelques localités du Mali uniquement, mais elle porte sur l'ensemble du territoire national sans restriction³.

La déclaration de soutien d'AQMI au soulèvement récent en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ne doit pas être considérée à tort comme la preuve qu'AQMI est un phénomène "algérien" ou "nord africain" mais plutôt comme une tentative visant à établir sa forteresse dans toute la région de l'Afrique du Nord et de l'Ouest en recherchant le soutien populaire dans les vides politiques potentiels qui se créent. Jusqu'à présent, les événements n'ont cependant pas du tout fait la promotion de la position d'Al Qaeda dans la région, quoiqu'AQMI tente d'entrer dans la danse, en proclamant son soutien aux protestataires. Actuellement, Al Qaeda est politiquement insignifiante. Si, cependant, les démocraties imminentes en Afrique du Nord et au Moyen-Orient échouent - surtout en ce qui concerne les exigences économiques et les attentes - et ne parviennent pas à combler les attentes multiples, Al Qaeda pourrait être à l'avenir considéré comme une alternative politique par des parties significatives des populations.

Le Mali paie pour la non résolution de la question d'AQMI

Le Mali est l'un des pays les plus pauvres de la planète, qui a été toujours militairement faible, et qui a été par le passé affaibli politiquement par les rébellions déjà mentionné. C'est pourquoi AQMI a stratégiquement choisi le Nord du Mali comme refuge et non l'Algérie et la Mauritanie. AQMI profite délibérément de la fragilité de l'infrastructure du Mali. La tentative de développement de l'industrie touristique dans le Sahara a subitement tourné court avec l'apparition d'AQMI. La présence et les activités d'AQMI ont ainsi mis fin à l'une des rares possibilités de développement économique dans les régions septentrionales sous-développées du Mali. Du fait

que le secteur du tourisme n'arrive pas à apporter les réponses attendues à la situation de précarité dans la zone, certaines franges de la population acceptent alors de vendre leurs services aux éléments d'AQMI afin d'assurer la subsistance.

Pas de soutien à AQMI au Mali jusqu'à présent

Quoique des communautés locales apportent un certain appui logistique à AQMI, la population malienne montre très peu de signes de sympathie ou de soutien idéologique à AQMI. Jusqu'à présent, la population malienne peut être décrite comme une population pluriethnique et une société multi religieuse qui a su éviter les conflits de ce genre contrairement à plusieurs autres pays. Quoique l'Islam au Mali soit très tolérant, il y a possibilité de mobiliser les masses, comme ce fut le cas en 2009 lorsqu'il fallait reformer le *Code de la Famille* pour accorder plus de droit aux femmes. Dans un laps de temps, les responsables religieux ont organisé des protestations de masse dont certaines étaient violentes. Bon nombres des manifestants ne connaissaient même pas les détails de la réforme mais l'ont perçue comme une intervention occidentale contre la tradition musulmane et étaient disposés à protester contre cela. Ceci montre que si AQMI réussit à se positionner comme représentant l'Islam traditionnel attaqué par les puissances occidentales, l'attitude vis-à-vis AQMI peut changer. La présence de forces occidentales peut déclencher cette perception. Ajouté aux taux de chômage élevés chez les jeunes et au manque d'une perspective économique, ceci peut devenir un problème politique sérieux pour le Mali.

3. La mise en garde concerne également le Niger tout entier sans restriction. D'autres pays étrangers, comme par exemple l'Allemagne, ont également fait la même mise en garde. Mais, leur mise en garde concernait seulement quelques localités du Mali et non l'ensemble du pays.

III. Engagement Accru des acteurs internationaux: quête des ressources naturelles ?

Le Sahara central connaît une présence internationale accrue. La France a une base de forces spéciales à Mopti, Mali, ainsi qu'au Niger et au Burkina Faso, après l'enlèvement qui a eu lieu au Niger en septembre 2010. Elle a collaboré avec l'armée mauritanienne, comme par exemple dans la tentative manquée de libérer un otage français en juillet 2010. Après cet échec, la France a déclaré la "guerre" et annoncé qu'elle intensifierait l'appui militaire aux gouvernements de la région.

En 2007, AFRICOM (United States Africa Command), le premier commandement de combat américain consacré uniquement à l'Afrique a été mis sur pied avec pour but de promouvoir les objectifs de sécurité nationale des Etats-Unis dans la région. Il reste controversé puisque certains observateurs dénoncent qu'il est un signe possible de militarisation de la politique américaine en Afrique (Bellamy, William Mark 2009: 24). Jusqu'à présent, aucun pays africain n'est disposé à abriter AFRICOM qui est basé pour le moment à Stuttgart, Allemagne.

AFRICOM observe de près les événements au Sahara central avec une attention particulière sur AQMI. Dans le cadre de l'Opération Liberté Durable dans le Trans Sahara, dont AFRICOM a pris la responsabilité en 2008, les forces américaines ont collaboré avec leurs homologues d'Algérie, du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, de la Mauritanie, du Maroc, du Niger, du Nigeria, du Sénégal et de la Tunisie pour améliorer les renseignements, le commandement et le contrôle, la logistique et le contrôle en général, et pour organiser des opérations conjointes contre les groupes terroristes. Les forces américaines et ouest-africaines ont mené des exercices conjoints tels que l'Exercice Flintlock au printemps 2010 pour améliorer les partenariats en matière de sécurité dans le cadre de l'Initiative Pan Sahel (PSI) en 2002 et du Programme Transsaharien contre le Terrorisme (TSCTP) en 2005. Ces efforts militaires sont conçus pour appuyer les activités de développement complémentaires conduites par le Département d'Etat des USA et l'USAID (Agence des

Etats-Unis pour le Développement International) (Ploch 2010: 24).

Les Etats-Unis sont présents au Mali depuis 2001 avec un centre de formation pour l'armée malienne dans la région septentrionale de Gao. L'armée reçoit du matériel en provenance des Etats-Unis et de la France. Depuis peu de temps, les Etats Unis mettent la pression sur le Mali pour une intervention militaire dans le Nord. Les Etats-Unis et la France forment les unités de combat maliennes qui sont ainsi préparées pour une intervention militaire.

Cette situation appelle à la question de savoir pourquoi les acteurs internationaux s'intéressent tant à la situation sécuritaire de la région. Assurément, avec le réseau mondial du trafic de drogue, des armes et de traite des personnes, les événements au Sahara central affectent l'Europe et les Etats-Unis. Cependant, il y a une autre raison possible de l'engagement : la recherche de ressources naturelles comme le gaz, le pétrole, l'uranium, etc⁴. Les Etats-Unis, la France, la Chine et d'autres pays asiatiques, ainsi que l'Algérie, essaient maintenant de contrôler les ressources naturelles de la région sans faire trop de bruit. L'Afrique devient une source importante de pétrole et de gaz naturel pour l'Europe, qui se préoccupe de sa trop grande dépendance de la Russie, ainsi que pour les Etats-Unis, qui comptent de plus en plus sur le pétrole importé d'Afrique (Goldwyn, David L. 2009: 67). La production pétrolière de l'Afrique sub-saharienne représente environ un cinquième des importations de pétrole des Etats-Unis (Van de Walle 2009: 8). Les experts estiment que l'Afrique deviendra la deuxième région pourvoyeuse de pétrole et de gaz après le Moyen-Orient. Avec les événements en cours au Moyen-Orient, l'approvisionnement en pétrole par le biais du canal de Suez pourrait être menacé.

Un gazoduc Transsaharien n'est pas économiquement faisable actuellement mais à l'avenir, ceci pourrait être revu. Cependant, ce projet ne pourrait être réalisé que s'il y avait un minimum de sécurité pour le personnel ainsi que

4. L'exploration pétrolière officielle a commencé depuis 1963. Actuellement, deux tiers d'une zone qui représente 65% du territoire malien est encore disponible pour exploitation notamment dans la région de Tombouctou. Les premiers contrats existent et annoncent le démarrage de l'exploitation à partir de 2011. On ne sait pas si et quand ceci va être mis en pratique.

pour le matériel et surtout si le transport pouvait être garanti. Le crime organisé et le terrorisme posent une menace véritable à ce projet.

IV. Nouvelles approches du gouvernement malien

Pendant longtemps, le gouvernement a été accusé par des acteurs tant régionaux et internationaux de ne pas être suffisamment déterminé dans sa lutte contre AQMI. Cela est d'autant vrai que le président malien Amadou Toumani Touré (appelé ATT) hésite à agir en raison des ressources limitées⁵ et, ce qui est plus important, à cause de la peur de l'accroissement de la déstabilisation du pays au cas où des actions militaires des nations occidentales seraient autorisées ou plus encore s'il commence une offensive militaire malienne contre AQMI avec le soutien de l'étranger. Au début de 2010, il a même autorisé la libération de quatre militants d'AQMI pour obtenir la libération d'un otage français. Ceci a suscité des indignations en Algérie et en Mauritanie et a conduit à des rappels temporaires des ambassadeurs de ces pays. Cependant, dans le même temps, l'économie malienne est frappée de plein fouet par la baisse drastique des recettes du tourisme⁶, et souffre du crime organisé et de la corruption liés à AQMI et ses trafics illicites.

Quoique certains experts pensent que le gouvernement malien n'a pas la volonté politique de prendre des mesures et ainsi veut continuer avec sa politique officieuse d'immobilisme, il y a eu des signes d'un possible changement de politique du fait de la pression croissante des Etats-Unis et de la France. Il y a des signes qui montrent que l'armée malienne a commencé à se positionner contre AQMI. Les détails ne sont connus et il n'y a pas de confirmation officielle. Mais le simple fait

qu'ATT ait donné feu vert aux Français au début de janvier 2011 de poursuivre les ravisseurs de deux jeunes Français du Niger jusque sur le territoire malien est un signe clair et officiel du repositionnement du gouvernement malien. En outre, la mise à jour des alertes relatives aux voyages met plus la pression sur le gouvernement malien pour qu'il prenne des mesures. Les premières mesures ont été prises avec le renforcement de la coopération régionale. L'Algérie a fait un don de 10 millions de dollars US au Gouvernement malien pour développer ses régions septentrionales. Cela permettra de circonscrire la prolifération des armes ainsi que l'infiltration d'AQMI dans la région.

Les observateurs montrent qu'un engagement militaire massif conduirait à la détérioration du climat de sécurité et pourrait être suivi d'attentats terroristes à Bamako. AQMI aurait des "agents dormants" à Bamako. S'il est vrai que l'attaque de l'ambassade de France à Bamako en début janvier s'est révélé comme un acte d'un amateur et non commanditée par AQMI, elle fait l'objet de beaucoup d'attention parce que c'est la première attaque du genre dans la capitale malienne jusque-là paisible.

Soutien inattendu: Touaregs contre AQMI?

En 2010, des chefs rebelles touaregs de haut rang ont indiqué au gouvernement malien qu'ils étaient disposés à lutter contre AQMI et à chasser les terroristes de "leur désert" [sic!]⁷. Cependant, le Gouvernement malien n'a pas accepté l'offre. C'est refus s'explique par le manque de confiance entre le gouvernement et les Touaregs, puisque le gouvernement devrait mettre des armes à la disposition des Touaregs. Ce qui est intéressant, les c'est que Touaregs ont exigé "l'autorisation" du gouvernement avant toute intervention quoiqu'ils devraient savoir qu'il était peu probable qu'ils aient cette autorisation. Le fait que les Touaregs ont exigé l'approbation du gouvernement peut être interprété comme un signal de leur volonté d'intégrer la société et de ne pas agir de leur

5. L'armée malienne compte 8000 soldats et manque de ressources et de matériel.

6. En 2009 le nombre de touristes européens à Tombouctou estimé à 10.000 par an a été réduit de moitié en raison des menaces d'AQMI. A mesure que les alertes liées aux voyages par les gouvernements étrangers deviennent urgentes, le nombre de touristes a continué à baisser. Cependant, certains observateurs expriment des doutes au sujet des alertes sur les voyages et montrent que les gouvernements occidentaux se servent de la situation pour faire pression sur le gouvernement malien pour qu'il agisse.

7. Le processus de paix appelle l'intégration des ex rebelles touaregs dans l'armée malienne. Cependant, ce n'est pas tous les ex combattants qui peuvent ou veulent être intégrés dans les unités spéciales constituées à cet effet.

propre chef et aussi, pour qu'on ne les considère plus comme des criminels comme ce fut le cas pendant la rébellion et après. Assurément, cela pourrait aussi être un signe qu'ils se préparent à revendiquer la propriété du pétrole du désert. Avec le retour de l'ex chef rebelle, Ag Bahanga, au Mali, il y a des spéculations de plus en plus fortes sur la question de savoir s'il va jouer un rôle significatif dans la lutte contre AQMI.

Nécessité: Développement politique et économique

La question de la paix dans le Nord n'est pas seulement une question de sécurité et ou de victoire sur au moins AQMI mais aussi une question d'une plus grande importance politique en ce qui concerne la mise en œuvre de l'accord de paix pour finalement mettre fin au conflit Touareg. Par conséquent, le président malien a lancé un nouveau programme pour promouvoir le processus économique et politique au Nord du Mali. Le *Programme spécial pour la paix, la sécurité et le développement dans le nord du Mali* (PSPSDN) comporte cinq composantes: la Sécurité, la Gouvernance, le Développement, la Communication et la Gestion. ATT a engagé 32 milliards de francs CFA (environ cinq millions d'Euros) pour le reste de son mandat, ce qui signifie jusqu'à la mi de 2012. Le programme est soutenu par l'instrument de stabilité de l'Union Européenne et du point de vue bilatéral par les pays membres de l'UE.

La pauvreté, le chômage notamment chez les jeunes du Nord, le sous-développement économique et le sentiment d'exclusion de la prise de décisions constituent des terrains fertiles pour les idées fondamentalistes.

Le programme de développement est très nécessaire puisque l'absence de l'Etat dans la région septentrionale a créé un environnement de criminalité et une culture d'impunité (à ne pas confondre nécessairement avec les activités d'AQMI quoiqu'il puisse y avoir chevauchement entre la criminalité "régulière" et les activités liées à AQMI). Les intentions des deux accords de paix avec les Touaregs, le *Pact National* et l'*Accord d'Alger* (qui prévoient le retrait de l'armée malienne) ont produit des

résultats contraires : au lieu d'améliorer la situation de sécurité pour les habitants des régions septentrionales, l'absence de l'armée malienne a maintenant conduit à un environnement de grande insécurité. Les habitants se plaignent et protestent de plus en plus contre les agressions et le manque de sécurité. Le gouvernement malien doit donc renforcer sa présence visible et effective dans le Nord et lutter contre l'anarchie⁸. En outre, l'*Accord d'Alger* prévoit le développement économique, ce que le nouveau programme est destiné à faire. Enfin, en créant une perspective politique et économique dans le Nord, le gouvernement espère réduire l'appui logistique à AQMI en offrant des alternatives et en aidant à empêcher la création de terrains fertiles pour de futurs terroristes.

ATT a reconnu l'importance de l'intégration des différentes fractions touaregs dans le programme en vue d'avoir leur appui pour la mise en œuvre. Un défi pour l'initiative, cependant, c'est la question de la répartition équitable des fonds entre les différents groupes touaregs dans le Nord. La société touareg est une société basée sur les classes et la classe la plus haute est accusée par les autres classes d'être favorisée par le gouvernement malien. Ainsi, ce qui est aussi nécessaire est la volonté des différentes classes sociales à coopérer les unes avec les autres. Il faut éviter qu'une partie de la population ait le sentiment d'être exclue de ce programme comme ce fut le cas pour les précédents programmes.

En outre, l'Etat malien a encore un autre front à attaquer: sa déstabilisation due au crime organisé et à la corruption à plusieurs niveaux de l'Etat malien et de l'appareil de sécurité, souvent liés directement au trafic de drogue et d'armes légères dans le Sahara central (Lacher 2011 : 2). Le Mali a ratifié la Convention de la CEDEAO sur les Armes Légères et de Petit Calibre de 2009 et a installé une commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères. Cependant, la commission manque de financement et le Mali doit encore harmoniser sa législation nationale avec la convention (Sperling 2010: 8). En outre, le Mali a créé un nouvel office de lutte contre le trafic de drogue.

8. En dehors des grandes villes, il n'y a pas de forces de police, pas de tribunaux et pas de prisons.

V. Coopération régionale: Une intention partagée ?

Certainement, le Mali doit jouer sa partition mais le défi régional requiert une coopération régionale et internationale. Les premiers pas ont été franchis par les parties prenantes : en avril 2010, l'Algérie, le Mali, la Mauritanie et le Niger ont convenu de coopérer en vue de lutter contre le terrorisme et en septembre 2010 ils ont créé un commandement anti-terroriste commun à Tamanrasset au Sud de l'Algérie pour sa coordination. En mai 2011, les quatre pays ont décidé de la mise en place d'une force commune d'intervention d'au moins 25.000 hommes dans un an et demi. Cependant, le Maroc et la Libye ne font pas partie de cette coopération, ce qui est certainement un obstacle à la coopération régionale contre le terrorisme.⁹

En outre, le Mali et le Niger ont signé en septembre 2010 un accord de coopération militaire pour renforcer la collaboration entre leurs armées et sécuriser leur frontière commune. Après l'enlèvement et l'assassinat de deux Français en janvier 2011, le Niger essaie de limiter les dégâts, notamment avec la France qui l'accuse d'être de connivence avec AQMI. Cependant, puisque le Niger est structurellement un pays pauvre et faible qui n'a jusque-là pas une stratégie sur la sécurité et le terrorisme, ces menaces à la sécurité constituent un défi majeur pour le président Issoufou nouvellement élu qui a annoncé qu'il utilisera une solution militaire ainsi que le développement économique pour lutter contre le terrorisme dans son pays.

Nonobstant cette tentative de renforcement de la coopération régionale, on ne sait pas si les Etats concernés partagent les mêmes intentions.

L'Algérie par exemple critique la réponse malienne à AQMI, la jugeant trop laxiste et indécise et tente de se positionner comme une puissance régionale en refusant toute ingérence internationale. Cependant, dans le même temps, l'Algérie refuse de participer à des rencontres internationales sur la question à cause de la

présence marocaine. Le bruit court que les services de renseignements algériens ont des liens avec AQMI et qu'ils pourraient le soutenir en vue de maintenir la région dans la déstabilisation¹⁰. Une région déstabilisée à cause du terrorisme met l'Algérie dans une position confortable pour recevoir l'appui des Etats-Unis pour la lutte contre le terrorisme. En janvier 2011, le président américain Obama a renouvelé le partenariat avec l'Algérie en envoyant au président algérien Bouteflika une lettre indiquant son appui à la lutte algérienne contre le terrorisme dans le Sahara et demandant l'intensification de la coopération bilatérale. En ce moment, la révolution tunisienne était déjà en cours. Une région instable et la menace du terrorisme international se propageant en Afrique du Nord et de l'Ouest donnent à l'Algérie l'opportunité de rester un allié des Etats-Unis. Ceci crée une situation paradoxale dans laquelle il est demandé à l'Algérie d'être dure contre le terrorisme d'une part pour convaincre les Etats-Unis de sa volonté et de sa capacité mais d'autre part l'Algérie a besoin de l'instabilité en vue de conserver sa pertinence vis-à-vis des Etats-Unis et de recevoir de ce fait l'appui politique et militaire nécessaire pour permettre au régime de se maintenir au pouvoir. Quoiqu'elle ait besoin de l'appui des Etats-Unis, l'Algérie a fait savoir clairement qu'elle ne souhaite aucune présence occidentale dans la région. En outre, l'Algérie vise à devenir une puissance régionale en contrôlant par exemple l'exploitation du pétrole au Nord du Mali. L'exploitation des réserves de pétrole au Nord du Mali dépend fortement d'un environnement sécurisé. Aussi la situation volatile au Sud de l'Algérie permet-elle le renforcement des forces militaires dans la région, ce qui est nécessaire pour consolider le système de sécurité et pour gérer les situations de soulèvements populaires à travers la région. En somme, le rôle de l'Algérie est loin d'être clair et il apparaît qu'elle joue à un double jeu. Le fait que l'Algérie soit largement considérée comme un acteur clé constitue un obstacle majeur à la paix et à la sécurité dans la région. Le rôle de la Libye est également flou puisqu'elle vise aussi l'influence dans la région. La Libye a servi de médiateur dans le conflit touareg et a aussi accueilli le chef rebelle

9. La Libye a d'abord accepté de participer et s'est retirée par la suite pour des raisons inconnues. Le Maroc en tant qu'adversaire de vieille date de l'Algérie a été écarté délibérément.

10. Puisque les champs pétroliers du Sud de l'Algérie et du Nord du Mali peuvent être reliés dans le sous-sol, l'Algérie a peur que l'exploitation au Mali soit une menace à ses réserves.

touareg le plus influent, Ag Bahanga, qui est retourné au Mali en provenance de Libye au début de 2011. Avec la crise en Libye et l'intervention militaire, la coopération régionale prend diverses formes : alors que des réfugiés africains et maliens arrivent au Mali, dans le même temps une nouvelle forme de mercenariat est en train d'émerger : de jeunes Touaregs du Mali et du Niger suivent l'appel de Kadhafi à le défendre. Les raisons les plus importantes qui motivent les hommes - avec une moyenne d'âge de 18 ans - à rejoindre l'armée libyenne sont le chômage, la misère, la frustration politique et le sentiment de reconnaissance envers Kadhafi. Un accord datant de 1980 oblige Kadhafi à protéger les réfugiés touaregs du Mali et du Niger en Libye et en retour les Touaregs doivent garantir la sécurité dans le Sud de la Libye. Kadhafi se sert actuellement de cette obligation pour défendre son régime. Ce faisant, il peut maintenant compter sur les nouvelles vagues de combattants qui arrivent et sur ceux qui sont restés en Libye dans les années 1970 et 1980 après leur fuite en raison des sécheresses, de la famine, et du manque de soutien de leurs gouvernements. Beaucoup ont été intégrés dans l'armée Libyenne et combattent maintenant du côté de Kadhafi. Ils sont estimés à des dizaines de milliers. Cependant, il n'y a pas de chiffres fiables sur les ex rebelles touaregs qui sont restés fidèles à Kadhafi – on pourrait assister à une menace à la sécurité nationale si leur intégration échoue. Il est néanmoins difficile de prédire si oui ou non cette situation conduirait à une nouvelle rébellion touareg ou plutôt à de petits crimes en raison du manque d'alternatives économiques. Dans le même temps, il n'existe néanmoins pas du tout un front touareg uni lorsqu'il s'agit de soutenir Kadhafi. Leurs réactions sont multiples. Ce qui est intéressant est que leurs positions exprimées sur Internet contre le régime de Kadhafi sont en train de prévaloir. Dans l'ensemble, ceci crée une situation plutôt paradoxale de confusions régionales.

VI. Un problème d'une plus grande ampleur : Approches des acteurs multilatéraux.

Dans la suite du document, les différentes organisations régionales et multilatérales qui jouent ou pourraient jouer un rôle dans le conflit seront passées en revue. De prime abord, la CEDEAO en tant qu'organisation régionale qui a aussi de l'expérience dans le domaine de la résolution des conflits sera examinée. Mais puisqu'elle n'est pas disposée à prendre des mesures concrètes, la question du rôle de l'Union Africaine (UA) sera abordée.¹¹ En outre, les approches de l'Union Européenne (UE) en tant qu'acteur extérieur ou multilatéral qui, par le biais de la représentation de la commission pilote des programmes sur le terrain ainsi que celles des Nations Unies (ONU) seront analysées.

Approche de la CEDEAO

Au-delà de l'engagement des pays directement concernés, les observateurs ont posé la question de savoir pourquoi la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui a développé des mécanismes et des instruments minutieux pour prévenir les conflits violents, faire face aux menaces à la sécurité, et maintenir la paix dans la sous-région n'est pas encore entrée en jeu. L'article 3(d) du Protocole de 1999 de la CEDEAO sur la Prévention, la Gestion, la Résolution des Conflits, le Maintien de la Paix et la Sécurité exprime clairement l'engagement de l'organisation à "renforcer la coopération dans les domaines de la prévention des conflits, de l'alerte précoce, des opérations de maintien de la paix, de la lutte contre la criminalité transfrontalière, du terrorisme international, et de la prolifération des armes légères et des mines anti-personnelles." Le Mécanisme de Prévention, de Gestion et de Résolution des Conflits, de Maintien de la Paix et de Sécurité permet à la CEDEAO d'intervenir dans les conflits dans ses Etats membres. Un mécanisme d'Alerte précoce (ECOWARN) a été créé et comporte un centre d'observation et de suivi (OMC) au

11. Puisque l'Union au Maghreb Arabe (UMA), qui été créée en 1989, est toujours d'actualité et ne dispose pas d'instruments liés à la sécurité et à la paix, son rôle ne fera pas l'objet de discussions plus approfondies.

sein duquel les données basées sur les indicateurs d'alerte précoce sont collectées. Le Conseil de Médiation et de Sécurité en tant qu'organe clé de prise de décisions, les réunions régulières des Chefs d'Etat major, la Force en Attente de la CEDEAO et le Conseils des Sages sont en cours d'institutionnalisation et constituent des éléments importants du dispositif régional de sécurité.

Dans son Cadre de Prévention des Conflits (CPCC) adopté en 2008, la CEDEAO a développé davantage le fondement d'un plan d'action global dans le domaine de la paix et de la sécurité. L'objectif global du CPCC est de renforcer le dispositif de sécurité humaine en Afrique de l'Ouest. Par exemple, les initiatives transfrontalières sont envisagées en vue de réduire la criminalité transfrontalière. En outre, le CPCC fait implicitement référence au principe de "Responsabilité de Protéger" (R2P)¹² en abordant la nécessité de :

- **La Responsabilité de prévenir** – les mesures prises pour faire face aux causes directes et profondes des conflits intra et inter-états qui mettent les populations en danger.
- **La Responsabilité de réagir** – les mesures prises en réaction aux catastrophes humanitaires incontestables.
- **La Responsabilité de reconstruire** – les mesures prises pour assurer la relance, la reconstruction, la réhabilitation et la réconciliation après les conflits violents, les catastrophes humanitaires ou naturelles.

Le fait que le CPCC ne mentionne pas explicitement le principe de R2P montre une ouverture internationale pour appliquer les idées qui se cachent derrière le principe dans un contexte plus large. Puisque les quatre catégories de crimes de masse auxquelles la R2P fait allusion sont d'une grande importance par rapport à la "Responsabilité de réagir" qui contient l'option d'une intervention militaire, une approche souvent très contestée, une approche plus large pour les deux autres catégories reste à apprécier. La

12. Le principe de la "Responsabilité de protéger" redéfinit le concept de souveraineté : si un Etat n'est pas disposé à ou capable de protéger ces citoyens en cas de génocide, de crimes de guerre, de nettoyage ethnique ou de crime contre l'humanité, la communauté internationale devient responsable. Dans le cas des conflits du Sahara central les catégories définies par la doctrine de la "Responsabilité de protéger" ne sont pas constituées.

"Responsabilité de prévenir" qui contient les approches et mécanismes tels que la Diplomatie préventive et l'Alerte précoce – l'Action précoce ne doit surtout pas se limiter uniquement aux graves atteintes aux droits humains. Cependant, il existe toujours un fossé entre l'intention écrite du CPCC et la politique de la CEDEAO sur le terrain.

Plusieurs aspects entravent l'engagement de la CEDEAO dans les conflits au Sahara central. D'abord, ce ne sont pas tous les Etats concernés – surtout les acteurs importants comme l'Algérie et la Libye – qui sont membres de la CEDEAO. Toute sorte d'engagement est ainsi plus difficile. De plus, la CEDEAO a des ressources et des capacités limitées, et d'autres conflits et crises ont nécessité son intervention par le passé (comme par exemple la Sierra Leone, le Libéria) et actuellement (la Guinée, la Guinée Bissau, le Niger, la Côte d'Ivoire).

Il est aussi peu probable que la CEDEAO envisage une intervention militaire. Puisque ceci concerne la question hautement sensible de la souveraineté nationale, certaines conditions doivent être remplies. La CEDEAO peut intervenir militairement en cas de conflit entre ses Etats membres, en cas de conflit interne qui pourrait conduire à une catastrophe humanitaire ou qui constitue une menace grave à la paix et à la sécurité de la région et en cas de violences massives ou de violations massives des droits humains pour ne citer que ceux-là (Konadje no date: 12). Dans le cas du conflit au Sahara central, ces critères ne sont pas clairement remplis. A ce point, il semble peu probable que le Mali et le Niger soient d'accord car ceci voudrait dire un renoncement officiel à leurs politiques.

On doit aussi prendre en compte la réaction de l'Algérie ou de la Libye à une intervention militaire dans le conflit dans lequel ils sont impliqués de la part d'une organisation dont ils ne sont pas membres car il est probable qu'ils s'y opposent. Comme l'Algérie semble jouer un double jeu, il est très peu probable qu'elle accepte une intervention militaire. Le rôle de la Libye est maintenant totalement imprévisible en raison du soulèvement et de l'intervention militaire.

Cependant, la CEDEAO suit le conflit de très près. A la réunion des Chefs d'Etat Major de la CEDEAO au Mali au début de 2011, la question d'AQMI a été débattue. Il a été

décidé d'élaborer un plan d'action en vue de renforcer le contrôle au niveau des frontières et le partage de l'information par les services de renseignements des pays respectifs. Cependant, la crise en Côte d'Ivoire qui fait l'objet de beaucoup plus d'attention a éclipsé ce développement. En outre, le Réseau Ouest-Africain pour la Sécurité et la Gouvernance Démocratique (WANSÉD), un réseau régional qui rassemble les institutions et experts travaillant sur la politique de sécurité et conseillant la Commission de la CEDEAO, a décidé de donner priorité à la question du conflit dans son programme en vue de rehausser le dialogue entre les acteurs travaillant sur le conflit.

Approche de l'Union Africaine

Lorsque la CEDEAO, en tant qu'organisation sous régionale, ne s'implique pas dans la résolution de conflits, alors, il convient que l'Union Africaine, comme organisation continentale, s'engage pour trouver des solutions idoines. Mais, une fois encore, ce ne sont pas tous les pays concernés qui sont membres¹³. En raison des litiges autour du Sahara occidental avec d'autres membres de l'UA, le Maroc n'est pas membre.

Le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, qui a été mis sur pied pour la prévention, la gestion et la résolution des conflits, supervise les opérations d'appui à la paix, peut prendre des sanctions comme il peut aussi faciliter l'action humanitaire. Au-delà de tout cela, l'Union Africaine dispose d'une brigade en attente disponible. L'engagement des pays africains dans le contre terrorisme a abouti à l'adoption de la Convention sur la Prévention et la Lutte contre le Terrorisme au Sommet de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine), ancêtre de l'UA, en 1999. Cet engagement a été davantage réitéré dans la Déclaration de Dakar contre le terrorisme en 2001. Les dirigeants africains ont identifié le terrorisme comme un obstacle à la paix et au développement du continent et ont par conséquent pris la résolution de collaborer efficacement pour lutter contre le phénomène. L'Union

Africaine a aussi créé un Système d'Alerte Précoce pour l'observation et le suivi des conflits.

En 2004, le Centre Africain d'Etudes et de Recherche sur le Terrorisme (ACSRT) a été créé conformément aux dispositions contenues dans le plan d'action pour la prévention et la lutte contre le terrorisme en Algérie. Il vise à compléter les efforts internationaux en renforçant la coopération entre les Etats africains pour prévenir et lutter contre le terrorisme, aider dans la mise en œuvre intégrale des conventions internationales relatives au terrorisme et jouer le rôle d'outil de suivi et d'alerte en incluant dans son approche le concept de gestion préventive des situations de conflit (Journal Africain pour la Prévention et la Lutte contre le Terrorisme, 2010).

En décembre 2010, l'Union Africaine a annoncé l'adoption d'une loi condamnant le terrorisme et interdisant le versement de rançon aux groupes terroristes. Cette nouvelle loi permet la persécution et l'extradition des terroristes entre les Etats membres de l'Union Africaine. Il faut voir comment cette loi sera appliquée et si l'Union Africaine envisage de prendre d'autres mesures.

Avec la crise en Libye, le rôle de Kadhafi comme acteur principal de l'Union Africaine – la Libye paie 15% des contributions à l'UA et investit dans beaucoup de projets dans les Etats membres de l'UA – est discuté de manière critique puisque l'Union Africaine ne semble pas être en mesure d'utiliser son influence pour servir de médiateur dans le conflit. On ne sait pas trop si et comment Kadhafi pourrait avoir utilisé son rôle dominant par le passé pour influencer la politique de l'UA sur le Sahara central.

Approche de l'Union Européenne

L'Union Européenne est capable d'une approche globale pour la prévention des crises, la gestion des conflits et le maintien de la paix. Elle est financièrement bien préparée et a aussi élaboré les instruments nécessaires. Sur la base de l'Accord de Cotonou, l'UE utilise une panoplie d'instruments pour appuyer le Dispositif Africain de Paix et de Sécurité (APSA) à ses différents niveaux. De manière spécifique, l'instrument de Facilité Africaine de la Paix vise à renforcer les capacités africaines pour la prévention

13. En 2010, l'UA ainsi que la CEDEAO ont suspendu le Niger en raison du coup d'Etat. En mars 2011, les deux organisations ont admis le Niger à nouveau après la réussite des élections présidentielles.

des crises, la transformation des conflits et la consolidation de la paix. En 2001, de nouvelles menaces à la sécurité comme le crime organisé, la piraterie et le trafic de drogue, des personnes et des armes ont été ajoutés à l'accord. Comme convenu dans l'Accord de Cotonou, l'UE et ses partenaires africains visent une politique active, globale et intégrée sur la consolidation de la paix et la prévention des crises. A cet égard, les deux camps ont développé la Stratégie conjointe Afrique – UE, un cadre politique plus large pour la coopération et les consultations. Elle vise à coordonner les divers politiques et instruments, tant au niveau régional qu'au niveau national. Dans le partenariat sur la Paix et la Sécurité, l'Afrique et l'UE discutent et définissent des mesures spécifiques pour faire face aux problèmes dans ce domaine de manière conjointe.

Cependant, dans le cas du conflit dans le Sahara central, l'UA cherche toujours une réponse adéquate aux menaces émergentes et formule lentement une approche de politique basée sur le développement et la sécurité (Renard 2010: 5) en raison de l'absence de consensus politique entre ses Etats membres entre autres. En octobre 2010, l'UE a annoncé qu'elle va concevoir une stratégie pour le Sahel d'ici 2011. L'UA envisage de "se servir des divers instruments à sa disposition de manière cohérente pour encourager la sécurité, la stabilité, le développement et la bonne gouvernance dans la bande sahélo-saharienne". En mars 2011, le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a présenté un projet de la Stratégie Européenne pour la Sécurité et le Développement dans le Sahel. Elle mentionne que son objectif est "... un cadre de coordination des engagements actuels et futurs de l'UE dans la région avec pour objectif commun de renforcer la sécurité et le développement..." (Stratégie Européenne pour la Sécurité et le Développement dans le Sahel : 3). Ainsi, l'UE veut s'appuyer sur les initiatives politiques et opérationnelles existantes sur la sécurité et le développement dans le Sahel (Ibid. : 5).

L'établissement d'un lien entre la sécurité et le développement est la question primordiale de la stratégie qui définit quatre principaux thèmes :

1. "(...) la sécurité et le développement dans le Sahel ne

peuvent pas être séparés, et qu'aider ces pays à établir la sécurité est fondamental pour permettre la croissance de leur économie et la réduction de la pauvreté.

2. (...) la réalisation de la sécurité et du développement dans le Sahel n'est possible qu'à travers une coopération régionale plus étroite. (...)
 3. (...) tous les Etats de la région profiteront d'un renforcement des capacités à large échelle tant dans le domaine des principales activités gouvernementales, y compris l'assurance de la sécurité, que dans le domaine de la coopération pour le développement. (...)
- (...) l'UE a donc un rôle important à jouer en encourageant le développement économique pour les peuples du Sahel et en les aidant à créer un environnement plus sécurisé dans lequel ce développement peut se produire, et dans lequel les intérêts des citoyens de l'UE sont aussi protégés". (Ibid.: 1).

La stratégie est une approche intégrée contenant tous les défis et questions ainsi que les réponses. Puisqu'elle est très globale et fait l'effort de ne perdre de vue aucune question pertinente potentielle, les interrelations entre la sécurité et le développement ne sont pas claires et bien développées. La stratégie ressemble parfois à une accumulation de problèmes et d'approches. Comme la stratégie met à juste titre la sécurité et le développement au cœur de ses préoccupations, la question de savoir comment de manière précise sa prétention à une approche cohérente prend en compte les deux aspects et initiatives demeure sans réponse.

Approche des Nations Unies

Sans exception, tous les Etats concernés par le conflit dans le Sahara central sont membres des Nations Unies. L'ONU a la légitimité et le pouvoir de convocation qui permet un rôle important dans tout environnement de conflit. La Stratégie Anti-terroriste mondiale des Nations Unies offre un cadre pour lutter contre le terrorisme. Ses piliers comprennent des mesures pour faire face aux conditions favorables à la propagation du terrorisme ; des mesures de

prévention et de lutte contre le terrorisme ; le renforcement des capacités ; et des mesures pour assurer une approche de lutte contre le terrorisme basée sur les droits humains et l'Etat de droit. Ainsi, la stratégie des Nations Unies est globale et ne se focalise pas exclusivement sur les approches de sécurité (Renard 2010: 4).

L'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (UNODC) joue un rôle important dans la lutte contre le terrorisme. En décembre 2010, ensemble avec des organisations partenaires, il a lancé un programme global de lutte contre le trafic de drogue et le crime organisé en Afrique de l'Ouest¹⁴. Ce programme se focalise sur l'édification de la paix, la réforme du secteur de la sécurité et les institutions nationales et régionales et le renforcement des capacités ainsi que le renforcement des mesures dans les domaines du crime organisé, le trafic et le terrorisme, la justice et l'intégrité, la prévention de la drogue et la santé, et la sensibilisation et la recherche. Le Comité contre le terrorisme du Conseil de Sécurité de l'ONU (CTC) a été aussi actif à travers la Direction Exécutive du contre terrorisme (CTED). L'accent est mis sur la ratification des conventions et protocoles internationaux sur la prévention et l'élimination du terrorisme, la pratique du droit financier, l'application de la loi et le contrôle des frontières. La CTED a aussi impliqué le Mali, la Mauritanie et le Niger dans ses efforts de rassembler les Etats ouest-africains pour faire face au manque de ressources pour les mesures de lutte contre le terrorisme (Ibid. : 3). En outre, l'UNOWA (Office des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest) se préoccupe aussi du trafic de drogue et du crime organisé.

14. Le Programme régional de l'Office des Nations Unies sur la Drogue et le Crime pour l'Afrique de l'Ouest 2010 – 2014.

VII. Recommandations

L'appui des nations occidentales s'est focalisé jusque-là plutôt sur le renforcement des capacités des forces de sécurité des pays du Sahara central. Cette approche n'a cependant pas permis de résoudre les situations complexes de conflits qui comprennent non seulement la menace terroriste posée par AQMI mais aussi le crime organisé, le conflit touareg et les questions de développement politique et socioéconomique. Par conséquent, l'accent doit être mis sur la création d'approches cohérentes et primordiales qui réduisent l'intensité des conflits et créent un environnement paisible et prospère. L'utilisation de la force militaire, notamment par les nations occidentales, doit être examinée minutieusement. Les nations occidentales – surtout la France et les Etats-Unis – sont regardées avec suspicion en raison de leur histoire et des projets secrets suspectés dans la région. Aussi, toute intervention militaire causant des décès parmi les civils déclencherait-elle automatiquement une vive réaction de la part du public. Seule une approche inclusive prenant en compte la complexité du système de conflit, et soutenue par des mécanismes régionaux et internationaux, conduira à une situation de paix véritable au Nord du Mali et dans le Sahara central.

Aux niveaux international, multilatéral et régional

Les recommandations suivantes s'adressent aux Nations Unies, à l'Union Européenne ainsi qu'aux pays membres, et enfin à la CEDEAO au niveau régional.

- **Intensifier la lutte contre la drogue:** L'UNODC a mis en œuvre diverses initiatives en 2009 et en 2010 pour offrir une assistance technique à l'Afrique de l'Ouest dans les domaines de la lutte contre la drogue et du crime organisé. Ce qui est plus remarquable c'est l'élaboration du programme régional de l'UNODC pour l'Afrique de l'Ouest pour la période 2010-2014. Le rapport de mars 2011 de l'Organe international de Contrôle des Stupéfiants (OICS) qui suit la mise en œuvre des conventions des Nations Unies sur le contrôle des stupéfiants a attiré l'attention sur l'augmentation du trafic de la cocaïne qui transite par l'Afrique en direction de l'Europe comme le montrent les saisies considérables en Afrique de l'Ouest. Ainsi, la lutte contre la drogue ne doit pas seulement être poursuivie mais elle doit aussi être intensifiée.
- **Appuyer le développement socioéconomique du Nord du Mali:** La pauvreté, le chômage surtout chez les jeunes du Nord, le sous-développement économique et le sentiment d'exclusion de la prise de décisions offrent des terrains fertiles pour les idées fondamentalistes. Pour relever le défi majeur de la stabilisation du Nord du Mali, il faut faire des investissements publics et offrir des sources alternatives de revenu, créant ainsi des perspectives économiques, sociales et politiques. Ceci sera aussi utile pour la mise en œuvre de l'accord de paix avec les Touaregs.
- **Appuyer le renforcement de l'Etat de droit dans le Nord du Mali:** L'Etat malien a besoin d'appui supplémentaire dans son approche politique du conflit. Le renforcement de la présence de l'Etat avec un système judiciaire fonctionnel et un Etat de droit est un impératif.
- **Renforcer les institutions démocratiques du Mali et du Niger:** La démocratie malienne reste à consolider et de ce fait les acteurs internationaux actifs dans le pays doivent poursuivre le renforcement des institutions démocratiques et l'appui aux mécanismes de l'Etat de droit. Comme le Niger est en train de prendre son envol démocratique, les institutions démocratiques doivent être aussi renforcées.
- **Redynamiser l'Union pour la Méditerranée (UPM):** Actuellement, l'Union pour la Méditerranée est politiquement morte à cause du conflit Israélo-palestinien non résolu. De plus, le conflit entre l'Algérie et le Maroc autour du Sahara occidental entrave une coopération efficace. Cependant, avec les récents développements en Afrique du Nord, l'Union Européenne pourrait chercher à redynamiser l'union en vue de susciter le dialogue entre ses membres sur les réformes politiques.
- **Se servir de la Politique Européenne de Voisinage (PEV):** Une autre approche serait de se servir de la

Politique Européenne de Voisinage à travers laquelle l'UE offre "des relations privilégiées" et qui contient des plans d'action bilatéraux entre l'UE et des pays donnés comme le Maroc. Récemment, l'Union Européenne a décidé de lier davantage la PEV à des réformes visibles. Comme le Roi du Maroc Mohammed VI a annoncé des réformes politiques dont le renforcement du rôle du parlement et des partis politiques, il faut en profiter pour engager le Maroc dans un dialogue régional. En outre, l'Accord d'Association (AA) de 1996 avec le Maroc peut être un outil important à cet égard.

- **Engager l'Algérie dans un dialogue par le biais de la Feuille de Route:** Les soulèvements populaires et les révolutions démocratiques en cours en Afrique du Nord et au Moyen-Orient doivent être utilisés comme opportunités pour convaincre le régime algérien de s'ouvrir progressivement. En mettant fin à l'Etat d'urgence et en annonçant des réformes, le président algérien a montré sa volonté de concéder certains de ses pouvoirs et cela doit être encouragé. Mais on ne sait toujours pas jusqu'où le régime est prêt à aller. L'Accord d'Association de 2002 avec l'Algérie définit les relations contractuelles. La Feuille de Route convenue avec l'Algérie en 2008 fixe des objectifs dans des secteurs d'intérêt mutuel tels que la lutte contre le terrorisme. Le dialogue avec l'Algérie doit être poursuivi et renforcé.
- **Promouvoir une approche européenne cohérente de la sécurité et du développement:** S'assurer que les différentes stratégies (y compris la Stratégie européenne pour la Sécurité et le Développement dans le Sahel, la Stratégie européenne de Sécurité, la Stratégie de Contre Terrorisme de l'UE), les stratégies nationales de coopération ainsi que les mécanismes et instruments existants (surtout le Fonds Européen de Développement, l'Instrument de Stabilité, la PEV, la Facilité Africaine de la Paix), sont utilisés dans une approche cohérente. Ceci est surtout important en ce qui concerne la définition de la relation entre la sécurité et les approches de développement. Les institutions qui font partie de la Stratégie conjointe

Afrique – Union Européenne doivent être utilisées dans le cadre de cette approche intégrée.

- **Appuyer les démocraties imminentes en Afrique du Nord/au Moyen-Orient:** Les soulèvements en Tunisie, en Egypte et dans d'autres pays de la région ont exprimé des exigences claires relatives à la participation politique ainsi qu'au progrès économique et social. Fondamentalement, le manque de perspectives pour bon nombre de jeunes a été un catalyseur important. Pour que les nouvelles démocraties réussissent, elles devront "produire des résultats" non seulement du point de vue politique mais aussi du point de vue économique. Si le progrès économique et social ne suit pas le progrès politique, Al Qaeda et d'autres groupes extrémistes pourraient profiter des déceptions du peuple pour se positionner comme des alternatives politiques.
- **Se servir du Partenariat Afrique – UE:** Se servir de ce partenariat existant pour encourager le dialogue sur les conflits dans le Sahara central en rassemblant tous les acteurs pertinents. Des bases et une compréhension communes de la situation de conflit entre les acteurs concernés sont les conditions préalables pour des approches cohérentes. Pour réussir, l'UE et ses partenaires africains doivent trouver un consensus politique sur la manière de gérer les conflits dans le Sahara central.
- **Rehausser le dialogue à travers la coopération régionale en Afrique de l'Ouest:** Tel que discuté, le système complexe de conflit exige le dialogue à travers la coopération régionale. Puisque ce ne sont pas tous les Etats concernés qui sont membres des différentes organisations régionales, il est extrêmement important de ne pas limiter le dialogue aux Etats membres. Le dialogue et la coopération doivent servir à harmoniser les politiques nationales sur les approches de lutte contre le terrorisme.
- **Renforcer les approches diplomatiques et civiles:** Le dispositif régional de sécurité existant doit être soutenu en renforçant les approches diplomatiques et civiles de prévention des conflits. De manière plus spécifique:

- **Rendre opérationnel le Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO (CPCC) :** La norme de la CEDEAO doit être mise en pratique. Puisque la CEDEAO embrasse le principe de la "Responsabilité de protéger", elle doit préparer des réponses pour la mise en pratique de ce principe. Ceci concerne notamment la "Responsabilité de prévenir". Les instruments nécessaires pour la mise en œuvre existent assurément ; cependant, ils ne sont pratiquement jamais appliqués ou n'ont pas fonctionné adéquatement. Une approche plus cohérente est nécessaire pour son opérationnalisation.

Au niveau national

Mise à part le nécessaire engagement international et régional, le Mali doit également apporter sa contribution. Par conséquent, les recommandations suivantes s'adressent, aux acteurs étatiques et non étatiques maliens.

- **Poursuivre le développement socioéconomique du Nord du Mali:** La pauvreté, le chômage surtout chez les jeunes du Nord, le sous-développement économique et le sentiment d'exclusion de la prise de décisions offrent des terrains fertiles pour les idées fondamentalistes. Pour relever le défi majeur de la stabilisation du Nord du Mali, il faut faire des investissements publics et offrir des sources alternatives de revenu, créant ainsi des perspectives économiques, sociales et politiques. Ceci sera aussi utile pour la mise en œuvre de l'accord de paix avec les Touaregs.
- **Poursuivre la mise en œuvre de l'accord de paix:** S'il est vrai que le développement socioéconomique constitue une partie importante de l'accord de paix, il y a aussi un fossé socio-historique plus grand à combler : le clivage entre le Nord et le Sud. Ceci passe par un dialogue national et l'édification de la confiance dans la mesure où bon nombre des problèmes des rébellions passées n'ont pas été abordés de manière adéquate dans les débats publics. Ceci sera aussi utile pour l'édification de la nation.
- **Sensibiliser les chefs locaux et les communautés du Nord Mali:** Les chefs locaux tout autant que les

chefs religieux et traditionnels doivent être inclus dans les programmes du gouvernement malien et sensibilisés sur l'importance de leur rôle dans l'environnement du conflit. S'ils s'engagent à avoir une région plus prospère et stable ensemble avec l'Etat malien et les acteurs internationaux, l'AQMI perdra l'appui logistique dont il a besoin. Aussi, ces chefs peuvent-ils influencer les jeunes et les éduquer sur les conséquences de la situation d'insécurité sur leur vie quotidienne.

- **Inclure les syndicats dans le processus:** Pour parvenir à la stabilité sociale au Nord du Mali comme condition préalable pour une stabilisation globale, un développement socioéconomique socialement juste est nécessaire. Ceci ne saurait être réalisé sans les syndicats. La réduction de la pauvreté et la politique d'emploi sont les pierres angulaires de la politique sociale et économique du Mali. L'approche gouvernementale se focalise uniquement sur la réalisation de la croissance. Quoiqu'il soit vrai que la croissance est la condition préalable pour la lutte contre la pauvreté, on ne doit pas perdre de vue le fait que la croissance et la justice sociale sont intimement liées.
- **Poursuivre le renforcement de l'Etat de droit dans le Nord du Mali:** L'Etat malien doit poursuivre son approche politique du conflit. Le renforcement de la présence de l'Etat avec un système judiciaire et un Etat de droit fonctionnels est un impératif.
- **Renforcer les institutions démocratiques du Mali:** La démocratie malienne reste à consolider et de ce fait les acteurs maliens ont besoin de poursuivre le renforcement des institutions démocratiques, et de soutenir les mécanismes de l'Etat de droit.
- **Promouvoir la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité:** La politique de sécurité au Mali est presque exclusivement dominée par le président. Quoique cet engagement soit salubre, pour une gouvernance démocratique du secteur de la sécurité, d'autres acteurs pertinents doivent être inclus. Par conséquent, le renforcement des capacités et du rôle de l'Assemblée Nationale (et notamment la Commission de la Sécurité et de la Défense) et ainsi le

renforcement du contrôle parlementaire est un impératif.

- **Poursuivre la bataille juridique contre les armes légères en appuyant l'Assemblée Nationale dans l'harmonisation de la législation nationale avec la convention :** Le Mali a ratifié la Convention de la CEDEAO sur les Armes Légères et de Petit Calibre mais n'a pas encore traduit cette convention en législation nationale. Appuyer l'Assemblée Nationale dans l'harmonisation de la législation nationale avec la convention donnera un fondement juridique plus solide à la lutte contre les armes légères.
- **Encourager les débats autour de la complexité du conflit:** Puisqu'il y a manque de débat public entre les élites politiques, la question doit être soulevée en vue de créer une plus grande prise de conscience de la complexité du conflit. Ceci requiert des analyses qui prennent en compte tous les acteurs et tous les aspects du conflit.
- **Encourager le dialogue à travers la coopération régionale :** Le dispositif régional de sécurité ainsi que le dialogue à travers la coopération régionale est d'une grande importance dans la mesure où le conflit et la situation de sécurité ne sont devenus un problème au Mali qu'à une date récente. Quoique le dialogue à travers la coopération régionale doit s'organiser à plusieurs niveaux, le président malien a prévu une conférence des Chefs d'Etat sur le conflit depuis 2007. Cette initiative doit être mise en oeuvre.
- **Sensibiliser les médias:** Une couverture médiatique équilibrée et impartiale est nécessaire pour encourager un débat public. Cependant, le secteur des médias au Mali manque du minimum tel que la formation des journalistes et des salaires adéquats pour les journalistes dans la mesure où les journalistes ne sont pas bien payés par leurs employeurs. Cela entrave souvent une couverture médiatique de qualité. Dans une situation de conflit, cette situation pourrait déclencher une escalade en faisant courir des rumeurs de couverture partielle.
- **Lutter contre la corruption et le crime organisé:** En vue de prévenir une déstabilisation plus poussée du pays, la corruption et le crime organisés doivent être combattus puisque ces fléaux constituent un obstacle à la lutte contre AQMI. Les bailleurs de fonds internationaux doivent accorder une grande priorité à cette question dans leur programme.
- **Initier un débat ouvert sur l'exploitation future du pétrole au Mali:** Puisque la question de l'exploitation du pétrole est susceptible de prendre une grande importance à l'avenir, un dialogue précoce et ouvert sur cette question hautement sensible est nécessaire. Ce dialogue doit prendre en compte la question de la répartition des recettes ainsi que la pertinence du pétrole pour la situation de conflit. Il faut tenir compte des expériences des autres pays pour éviter que "la ressource devienne une malédiction".

Bibliographie

African Journal for the Prevention and Combating of Terrorism, June 2010 (Journal Africain pour la Prévention et la Lutte contre le Terrorisme, juin 2010).

Bellamy, William Mark, Making better sense of the U.S. security engagement in Africa, in: Cooke, Jennifer G., Morrison, J. Stephen (Ed.), U.S. Africa Policy beyond the Bush Years. Critical Challenges for the Obama Administration (Défis majeurs pour l'Administration Obama), Washington, D.C.: Center for Strategic & International Studies, 2009, 9-33.

Goldwyn, David L., Pursuing U.S. energy security interest in Africa, in: Cooke, Jennifer G., Morrison, J. Stephen (Ed.), U.S. Africa Policy beyond the Bush Years. Critical Challenges for the Obama Administration, Washington, D.C.: Center for Strategic & International Studies, 2009, 62-90.

Ploch, Lauren, Africa Command: U.S. Strategic Interests and the Role of the U.S. Military in Africa (Commandement Africain: les Intérêts stratégiques des Etats Unis et le Rôle de l'Armée américaine en Afrique), Washington, D.C.: Congressional research Service, November 2010.

Renard, Thomas, Terrorism and Other Transnational Threats in the Sahel: What Role for the EU? (Terrorisme et autres Menaces transnationales: Quel Rôle pour l'UE ?) Brussels: Center on Global Terrorism Cooperation, September 2010.

European Strategy for Security and Development in the Sahel, draft, (Stratégie européenne pour la Sécurité et le Développement du Sahel, projet) <http://www.euo.dk/upload/application/pdf/f180e1ed/SEC%282011%29331.pdf>, 8.3.2011.

Farrall, Leah, How al Qaeda works (Comment Al Qaeda opère), in: Foreign Affairs, Vol. 90, No. 2, 2011, 128-138.
Goïta, Modibo: West Africa's Growing Terrorist Threat:

Confronting AQIM's Sahelian Strategy, Africa Security Briefing, No. 11, February 2011 (Augmentation de la Menace Terroriste en Afrique de l'Ouest: Faire face à la Stratégie d'AQMI dans le Sahel).

International Crisis Group, Islamist Terrorism in the Sahel : Fact or Fiction? (Terrorisme Islamique dans le Sahel: Réalité ou Fiction?), Africa Report N. 92, 31.3.2005.

Konadje, Jean-Jacques, Les Initiatives de la CEDEAO en Matière de Sécurité, de Prévention des Conflits et de Maintien de la Paix dans la Zone Sahélienne Ouest-Africaine, l'Ecole Militaire de Paris, no date.

Lacher, Wolfram, Organisierte Kriminalität und Terrorismus im Sahel. Ursachen, Akteure, Handlungsmöglichkeiten, Berlin: Stiftung Wissenschaft und Politik, Januar 2011.

Sperling, Sebastian, Staatsfeinde Nummer Eins? Organisierte Kriminalität gewinnt Einfluss in Westafrika, Berlin: Friedrich-Ebert-Stiftung, 2010. (Ennemi public numéro un ? Le crime organisé gagne du terrain en Afrique de l'Ouest).

Tawil, Camille, The Al-Qaeda Organization in the Islamic Maghreb: Expansion in the Sahel and Challenges from Within Jihadist Circles, Washington, D.C.: (L'Organisation d'Al Qaeda dans le Maghreb Islamiste: Expansion dans le Sahel et Défis au sein des Cercles Djihadists), The Jamestown Foundation, April 2010.

Van de Walle, Nicolas, US Policy Towards Africa: The Bush Legacy and the Obama Administration, African Affairs, Vol. 109/No. 434, 1-21, 2009. (La Politique américaine en Afrique: L'Héritage de Bush et l'Administration Obama).

FES Peace and Security Series No. 5

About the FES Africa Peace and Security Series

The lack of security is one of the key impediments to development and democracy in Africa. The existence of protracted violent conflicts as well as a lack of accountability of the security sector in many countries are challenging cooperation in the field of security policy. The emerging African Peace and Security Architecture provides the institutional framework to promote peace and security.

As a political foundation committed to the values of social democracy, Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) aims at strengthening the interface between democracy and security policy. FES therefore facilitates political dialogue on security threats

and their national, regional and continental responses. The FES Africa Peace and Security Series aims to contribute to this dialogue by making relevant analysis widely accessible.

The series is being published by the FES Africa Security Policy Network, namely:

- FES Addis Ababa (FES Regional Security Policy Project Eastern Africa, African Union Cooperation)
- FES Maputo (FES Regional Security Policy Project Southern Africa) ,
- FES Abuja (FES Regional Security Policy Project West Africa)

Le Problème:

Al Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) a gagné du terrain en Afrique de l'Ouest et déstabilise la région. Cette situation frappe le Mali de plein fouet en raison de sa faiblesse provenant du fait qu'il cherche toujours à résoudre le conflit avec les Touaregs en mettant en œuvre l'accord de paix. En outre, la corruption et le crime

organisé aggravent l'atmosphère d'insécurité. Seule une approche inclusive prenant en compte la complexité du système du conflit, appuyée par des mécanismes régionaux et internationaux conduira à une situation de paix dans le Nord du Mali et dans le Sahara central.

ISBN 978-978-915-489-0